

Communiqué du collectif de défense et de développement de l'hôpital de Rambouillet



Mercredi 17 janvier 2018, près de 200 personnes ont répondu à l'invitation du collectif de défense et de développement de l'hôpital de Rambouillet.

Devant une salle très attentive, Christophe Prudhomme porte parole de l'Association des médecins urgentistes de France a dénoncé la situation financière gravissime de tous les hôpitaux publics qui sont au bord de la rupture malgré l'engagement des personnels soignants. Les urgences connaissent une situation de saturation mettant en danger les patients.

Il a dénoncé les directions obsédées par les résultats financiers qui désorganisent les établissements, ainsi que le scandale de l'activité privée en hôpital public.

L'an passé 1 600 conflits sociaux ont émaillé la vie des hôpitaux. Les médecins rejoignent de plus en plus les personnels hospitaliers, les patients et les citoyens dans leurs exigences.

Il a souligné la responsabilité des parlementaires qui votent des baisses de moyens pour les hôpitaux publics, année après année. La majorité des parlementaires a voté

la suppression de l'ISF qui rapporte aux plus riches 4 milliards d'€, alors qu'elle a refusé de supprimer la taxe sur les salaires hospitaliers qui coûte aux hôpitaux 4 milliards d'€ et dont la suppression permettrait de créer 100 000 emplois indispensables. La suppression de la TVA sur les travaux et achats, les emprunts à taux zéro permettraient de dégager de nouveaux moyens.

Il a dénoncé l'enfumage du pseudo virage ambulatoire qui ne concerne qu'une petite partie de la médecine. Il a rappelé l'importance la prise en charge à 100 % des dépenses de santé.

Pour combattre les déserts médicaux, il a demandé l'augmentation du nombre de médecins formés et a appelé à la réalisation de centres de santé adossés aux établissements hospitaliers dans lesquels les médecins de ville deviendraient, comme ils le souhaitent très majoritairement, des salariés exclusivement consacrés à leurs patients et en lien avec l'hôpital.

Notre collectif défend toutes ces propositions ainsi que celle de la création d'un pôle public du médicament qui permettra de répondre aux besoins médicaux indépendamment des objectifs de rentabilité financière.

Après une discussion et avant de se séparer, les participants à cette soirée ont décidé :

- de faire signer la pétition du collectif national des comités de défense des hôpitaux publics et des maternités.**
- de participer le mardi 30 janvier à la mobilisation nationale pour défendre les Etablissements hospitaliers pour les personnes âgées dépendantes (EHPAD) en se rendant à 10 h30 38 rue Dreyfus à Rambouillet.**
- d'adresser une lettre à Mme la Ministre de la santé lui demandant d'allouer les moyens financiers exceptionnels à l'hôpital de Rambouillet.**
- d'envoyer une lettre à tous les maires de notre région les appelant par tous les moyens qu'ils jugeront adaptés (vœu, délibération, pétition...) pour garder un hôpital de qualité à Rambouillet.**
- de soutenir la proposition de créer des centres de santé adossés à notre hôpital avec des médecins consacrant tout leur temps aux patients et non à des tâches administratives.**
- d'écrire à l'Agence régionale de santé pour réclamer une nouvelle direction de l'hôpital de Rambouillet respectueuse du personnel et porteuse de solutions de développement et non de démantèlement.**